

Faire de Brest une ville de Paix

Dans le cadre de la campagne pour les municipales, l'Université Européenne de la Paix organise le 6 mars en soirée (20h-22h30) à la salle des syndicats rue de l'Harteloire un débat public à l'occasion duquel les représentant-e-s des listes républicaines en lice seront invité-e-s à présenter leur programme en matière de paix.

Questions de l'UEP aux listes

Pour une économie de paix

Le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires est entré en vigueur le 22 janvier 2021, il y a 5 ans. A ce jour 95 Etats l'ont signé et 74 l'ont ratifié. La France refuse toujours de s'engager. Et pourtant 64 % des Français y sont favorables ! Il est urgent de créer les conditions et de penser aux alternatives pour sortir de ce piège mortifère que représente l'armement nucléaire. Notre territoire avec la présence d'infrastructures dédiées et des moyens nucléaires et militaires qui s'y trouvent est largement impacté par les contraintes qui en découlent. Nous ne nous résignons pas à en subir les conséquences et nous appelons à réfléchir collectivement pour créer les conditions d'une sortie qui permettent de sauvegarder les capacités humaines et industrielles dont les compétences permettraient de développer une économie de paix dans notre région.

Si vous êtes élus,

- Quelles mesures comptez-vous mettre en place pour avancer vers cette économie de Paix ?
- Etes-vous prêts à peser pour que notre pays s'engage dans la voie du désarmement nucléaire, notamment en associant Brest à l'appel des villes pour que la France signe le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires ?
- Etes-vous favorables à l'adhésion de notre ville à l'association des Maires pour la Paix et au soutien des actions éducatives et culturelles au service du désarmement et de la paix ?

La rue Bugeaud : aller au terme de la démarche

Des massacres de la rue Transnonain aux sinistres enfumades des populations kabyles, les faits d'armes de cet odieux personnage ne peuvent que susciter mépris et dégoût. Voir des artères de nos villes, des établissements publics, continuer à porter son nom est une honte qui déprécie la portée honorifique du baptême de rue. Suite à l'action citoyenne des habitants du quartier, action soutenue par l'UEP, en 2022 la Ville acceptait de changer le nom de l'école en substituant à celui de Bugeaud, celui d'une résistante brestoise : Alice Abarnou. Si nous avons salué à l'époque cette initiative, nous continuons à penser que la Ville ne peut s'en tenir là, qu'elle se doit d'aller au bout de la démarche en débaptisant la rue Bugeaud. Paris l'a fait en 2024, Marseille vient de le faire, et Lyon s'y prépare. Serons-nous à Brest, l'une des dernières villes de France à accepter qu'une de nos artères porte encore le nom de cet infâme maréchal ?

Quelle politique de pavoisement des édifices municipaux ?

Le 25 février 2022, un jour seulement après l'agression russe, le drapeau ukrainien était hissé au mat de l'Hôtel de Ville. Plus de deux ans après l'entrée des troupes israéliennes dans la bande de Gaza et en dépit des demandes réitérées des organisations citoyennes qui dénoncent la politique génocidaire que le gouvernement israélien y poursuit, toujours pas de drapeau palestinien sur le parvis de l'hôtel de Ville. Beaucoup de nos concitoyens -dont nous à l'UEP- y voient là la manifestation condamnable d'un soutien à géométrie variable. Tous les peuples opprimés méritant la même sollicitude, ne pensez-vous pas qu'il est temps de définir une politique de pavoisement de nos édifices municipaux qui n'en donne pas une impression contraire ?

Education à la paix

Depuis plusieurs années l'UEP a fait le choix d'agir auprès des enfants des écoles brestoises afin de promouvoir un discours de paix, de concorde et contribuer à des relations apaisées dans les classes et les cours d'écoles. Un groupe de bénévoles, intervenant à la demande des enseignants intéressés par ces aides, propose des clés de compréhension et des solutions pour mieux se parler, se comprendre et éviter toute escalade. Et cela fonctionne ! Seriez-vous prêts à appuyer cette démarche auprès des autorités académiques et des directions d'écoles ? Afin de ne pas limiter ces actions aux seules écoles primaires, seriez-vous prêts à entreprendre et favoriser une vraie politique d'éducation à la paix élargie aux collégiens, lycéens dans leur cadre scolaire mais aussi au sein des associations, dans les milieux sportifs, culturels... ? L'UEP a été à l'origine de l'ouverture au public de l'abri Sadi Carnot. L'objectif était d'aider la population - et d'abord les jeunes générations - à prendre conscience des méfaits des guerres sur les populations civiles. Il nous paraît nécessaire de mettre en évidence, dans le contexte actuel, l'intérêt de telles actions d'information et de sensibilisation auprès de tout public. Pour cela seriez-vous prêts à relancer cette politique d'ouverture de lieux de mémoire et d'en faciliter l'accès pour mieux accueillir, renseigner, intéresser et éduquer les visiteurs et ainsi faire œuvre de pédagogie au service de la paix ?

Un ministère de la paix à la taille de la ville

Un ministère de la paix est une revendication ancienne des mouvements de paix. A défaut de ne l'avoir encore obtenu au plan national, pourquoi ne pas le mettre en œuvre dès maintenant à l'échelle de notre ville ? Il s'agirait de créer au sein de l'équipe municipale une délégation à la paix dont le but serait en s'appuyant sur le travail d'une commission citoyenne ad hoc et dans le respect des textes fondateurs de l'ONU et de l'UNESCO sur la culture de paix :

- D'établir un Programme Local d'Action pour une Culture de Paix (PLACP)
- D'insuffler le dynamisme nécessaire à sa mise en œuvre.

Parallèlement, l'adhésion de la ville à l'association *Mayor for Peace** dont le but est de promouvoir la culture de paix comme outil de gestion locale, outre qu'elle scellerait son engagement pour la paix, lui serait un soutien logistique précieux pour mettre en œuvre une politique de paix. A l'heure où il n'est question que de réarmement, de préparation des esprits à la guerre, élever « les défenses de la paix » comme nous y invite l'acte fondateur de l'Unesco est une urgente nécessité. En diffusant une culture de paix basée non sur la force mais, de la cour de l'école à l'arène internationale, sur une gestion pacifique des conflits, notre ministère de la paix, modestement et à son échelle, y contribuera.

* *Mayor for Peace*, l'association internationale des villes engagées pour la paix et le désarmement nucléaire a été créée en 1982 à l'initiative du maire d'Hiroshima qui en est l'actuel président. Sa section française regroupe 172 collectivités locales dont de grandes métropoles de l'Ouest (Nantes, Angers et Caen)

Oxfam - Rapport sur les inégalités 2026

Oxfam vient de publier un dossier :

"Rapport sur les inégalités 2026 : Résister au règne des plus riches"

<https://www.oxfamfrance.org/rapports/rapport-sur-les-inegalites-2026-resister-au-regne-des-plus-riches/>

Quelques extraits de ce rapport

" Une personne sur quatre n'a souvent pas de quoi manger à sa faim et près de la moitié de la population mondiale vit dans la pauvreté."

"Et pourtant en France :

- Les **53 milliardaires français** sont désormais plus riches que plus de **32 millions de personnes réunies, soit près de la moitié de la population.**
- **En 24 minutes en moyenne, un milliardaire gagne l'équivalent du revenu annuel moyen d'un Français.**
- **Depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en 2017, la fortune des milliardaires français a doublé. Ce gain de plus de 220 milliards d'euros, concentré sur à peine 32 personnes, équivaut au financement de plus de 10 000 postes d'enseignants pendant près de 400 ans."**

"Cette explosion des richesses de quelques-uns intervient alors que le niveau de pauvreté en France a atteint 15,4 % en 2023 selon l'INSEE, son plus haut niveau depuis 30 ans."

"Les gouvernements laissent toute latitude aux ultra-riches pour dominer les médias et les réseaux sociaux. Les milliardaires possèdent plus de la moitié des plus grands médias dans le monde et les principaux réseaux sociaux. En France, le milliardaire d'extrême droite Vincent Bolloré ¹ contrôle désormais CNews, qu'il a rebaptisée « l'équivalent français de Fox News »."

Et pendant ce temps les hôpitaux, les écoles et les universités, le tissu associatif de nos villes et de nos villages, les services publics ou le système de retraites manquent de moyens. Les gouvernements successifs s'acharnent à encore diminuer les budgets de tous ces postes indispensables de notre société, surtout pour les plus défavorisés, On ne voit pas la possibilité de réduire la fracture sociale dans notre pays sans augmenter les impôts sur les ultra-riches et sans réguler les multinationales comme le propose Oxfam.

Fanch Hénaff

1- *Bolloré contrôle aussi Europe 1 entre autres.*

Oxfam International est une confédération d'une vingtaine d'organisations caritatives indépendantes à travers le monde. Celles-ci travaillent ensemble et en collaboration avec des partenaires locaux répartis dans 66 pays dans le monde, pour s'attaquer de manière globale à la pauvreté et aux inégalités

Missiles mouillés à Tal ar Groas

En dépit de conditions climatiques particulièrement détestables, une vingtaine de militant-e-s du Cian29 se sont retrouvé-e-s samedi 24 janvier au rond-point de Tal ar Groas, à proximité de l'île Longue, pour marquer le cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires que la France n'a toujours pas signé. Klaxons de soutien d'automobilistes à la vue de nos terrifiants missiles !

